Le SNASUB au coeur des luttes

Le SNASUB-FSU a toujours alerté les collègues et produit les analyses nécessaires, afin de les mobiliser contre la RGPP et ses conséquences : ainsi les projets néfastes pour les usagers et pour les personnels (suppressions massives d'emploi, de services de proximité, suppressions d'IA, développement d'énormes agences comptables, mises en place de la LRU, du SDI, de la PFR, ..) la liste est malheureusement trop longue pour être exhaustive.

Pour tous ces dossiers nous avons mené les luttes avec la FSU, parfois en intersyndicale de l'Education nationale, de la Fonction publique, de la FP ou des informaticiens en ayant l'objectif d'être le plus unitaire possible pour tenter de gagner face à un pouvoir déterminé et aux ordres du Médef.

Le SNASUB a dénoncé l'aggravation de la souffrance au travail quel que soit le secteur, amplifiée par la pression au travail, la mise en concurrence des personnels entre eux, le développement des primes au mérite, la précarité.

Mais la bataille la plus longue, la plus rude et menée avec l'intersyndicale interprofessionnelle du Public et du Privé est bien sûr la lutte contre la réforme injuste et dramatique des retraites.

Dès le 1er trimestre 2010, la FSU et le SNASUB ont expliqué la régression sociale que constituait la réforme voulue par le gouvernement(cf notamment le dossier de Convergences d'avril) ils ont mené l'action, avec la volonté d'être unitaire sans renier nos mandats et d'aller vers l'amplification du mouvement et sa généralisation : actifs, retraités, précaires, chômeurs, jeunes lycéens et étudiants.

Cette bataille composée de temps forts et de campagnes d'explication s'est amplifiée en fin d'année scolaire, alors même que le projet a été officiellement dévoilé sans négociations avec les syndicats, à la mi-juin, pour tenter de stopper la mobilisation.
Peine perdue, quelques actions ont eu lieu en cours d'été et dès le 7 septembre de grosses manifestations et la grève dans de nombreux secteurs marquaient une rentrée sociale chaude.

Depuis, de nombreux temps forts avec grèves et manifestations ont émaillé cette période, les manifestations étaient grosses et le mouvement toujours plus fort.
L'entrée des étudiants et lycéens dans le mouvement a fait peur à l'omnipotent Président qui a décidé d'accélérer les procédures d'adoption de la loi, par l'Assemblée et le Sénat, en dépit du débat démocratique.

Durant ces procédures écourtées, la pression sociale s'est encore accentuée, il est notable de voir que nous avons gagné la bataille de l'opinion publique avec presque 80% des sondés qui pensent que la réforme est injuste et 70% qui soutenaient les mouvements y compris quand les trains ne circulaient presque plus et l'essence devenait rare.
Des grèves sont devenues reconductibles et les manifestations ont dépassé le seuil des 3 millions de personnes.
Mais il a été impossible de réussir ce que nous SNASUB et d'autres souhaitions : une grève reconductible dans tous les secteurs ensemble jusqu'au bout. La baisse du pouvoir d'achat y a sans doute été pour quelque chose.

Malgré les répressions policières, les mensonges du gouvernement, le maintien de Woerth comme ministre… et le vote de la loi, rien n'est terminé. La loi n'est pas encore promulguée et même si...

Une nouvelle manifestation est prévue le 6 novembre et l'intersyndicale va se rencontrer pour continuer la lutte.
De nouvelles formes de lutte ont émergé, beaucoup d'imagination, de détermination, de solidarité permettent également l'optimisme pour le moyen terme.

Chacun(e) ayant vécu ces grosses manifs en ressortait encore plus convaincu, avec cette volonté farouche et cet espoir qu'ensemble on peut bouger les choses que ce n'est qu'unis contre la remise en cause de nos acquis que l'on peut gagner et qu'une autre répartition des richesses est possible et urgente.

Nous devons continuer à nous battre, y compris sous des formes nouvelles, mais aussi dans la rue et par la grève. Si nous ne devions pas gagner à cette étape, la retraite à 60 ans, d'acquis social qu'elle était jusqu'à aujourd'hui, redeviendrait immédiatement une revendication majoritaire dans le pays, qu'il faudra entendre.

Le SNASUB continuera à prendre toute sa place pour la défense du Service public et des acquis sociaux des salariés.